Zeitschrift: Medienwissenschaft Schweiz = Science des mass média Suisse

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Kommunikations- und Medienwissenschaft

Band: - (1996-1997)

Heft: 2 + 1

Artikel: Communication et argumentation politique quotidiennes en démocratie directe

Autor: Windisch, Uli / Amey, Patrick / Grétillat, Francis

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-790766

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Uli Windisch / Patrick Amey / Francis Grétillat

Communication et argumentation politiques quotidiennes en démocratie directe

L'objet central de notre approche est donc celui de la forme et du fonctionnement de l'argumentation politique propre à la communication conflictuelle entre partisans et adversaires de l'énergie nucléaire. Notre approche devrait également contribuer à déréifier l'argumentation, puisque cette dernière devient activité, processus de construction et de reconstruction incessant, mise en oeuvre par un sujet agissant, parlant et argumentant, développant une importante élaboration cognitive, discursive et argumentative.

Si le regain des études sur l'argumentation est incontestable, on constate cependant que les écrits théoriques et philosophiques priment largement sur les travaux empiriques.

Nos propres recherches se situent résolument du côté des travaux qui cherchent à contribuer à une meilleure ***connaissance de l'argumentation*** en la fondant sur de larges et solides bases empiriques. Notre objet d'étude est celui de l'argumentation politique ordinaire dans le système politique de la démocratie directe de la Suisse. Cette démocratie référendaire suppose un type de ***communication politique*** spécifique, basée sur une participation réelle et permanente des citoyens.

Plus concrètement, les citoyens suisses sont appelés à se prononcer périodiquement, environ quatre à cinq fois par an, sur un total d'une quinzaine de sujets de l'actualité politique. Lors de chacune de ces ***votations populaires,*** les citoyens sont invités à donner leur avis (en votant par oui ou par non) sur trois à quatre problèmes d'intérêt national, auxquels s'ajoutent volontiers quelques autres relevant des cantons et des communes. Ce système référendaire repose sur ***l'initiative populaire*** et le ***référendum*** qui permettent à une minorité, respectivement 100'000 citoyens dans le cas de l'initiative populaire et 50'000 dans le cas du référendum, d'obliger l'ensemble du pays à s'intéresser à ce qui la préoccupe.

Contrairement aux États centralisés où les citoyens ne sont que rarement appelés aux urnes (et dans ce cas uniquement pour des élections), le citoyen suisse est invité à participer activement et constamment à la discussion publique des problèmes courants de la vie quotidienne. C'est ce qui entraîne un type d'espace public et de débat public et, par conséquent, de communication et d'argumentation politiques, tout a fait spécifiques: intrinsèquement délibératif et participatif et donc situé à l'opposé complet de systèmes politiques où l'on gouverne par décrets.

Nous avons effectué une ***série de recherches*** sur les formes de ***l'argumentation politique*** mises en oeuvre lors des campagnes d'information et des débats contradictoires qui précèdent ces votations, et cela en prenant des exemples de sujets „chauds" et „brûlants", à savoir des thèmes à propos desquels les opinions sont totalement opposées et dont l'enjeu est considéré comme vital; autrement dit, des sujets fortement polémiques. Comme exemples, citons le nucléaire, l'armée, l'expérimentation animale, l'immigration, l'avortement, l'écologie, l'environnement, soit des initiatives populaires visant, par exemple, à supprimer l'armée suisse, l'expérimentation animale, à interdire l'avortement, a réduire fortement la population immigrée, etc. Comme nous cherchons à approcher les formes de l'argumentation ordinaire et commune, nous n'avons pas retenu les écrits et discours des dirigeants politiques ou des partis politiques, mais un matériel composé de ***lettres de lecteurs,*** écrites par des citoyens ordinaires. La plupart des quotidiens suisses accordent, en effet, une place particulière à cette rubrique du ***„Courrier des lecteurs"***. Cela est conforme à cet esprit de débat public généralisé que suppose la démocratie référendaire. Lors des votations sur des thèmes faisant l'objet de polémiques, les journaux reçoivent des avalanches de lettres de lecteurs, et le citoyen ordinaire aussi bien que l'expert verront leur message publié.

A ce jour, nous disposons d'une banque de lettres de lecteurs de plusieurs dizaines de milliers de messages sur les sujets sociaux et politiques les plus divers de l'actualité et cela depuis une vingtaine d'années. Nous considérons cette source empirique comme un révélateur privilégié de l'argumentation politique ordinaire. Une telle approche devrait également permettre la ***construction de typologies*** plus nuancées et adéquates de l'argumentation.

En ce qui concerne la ***communication politique*** proprement dite, différents modèles ont été proposés afin d'étudier les pratiques politiques sous cet angle. En effet, qui dit activités politiques dit nécessairement communication. D. Wolton propose la ***définition suivante de la communication politique:*** *„L'espace où s'échangent les discours contradictoires de trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique au travers des sondages."* Suivant ce modèle, la communication se joue donc entre trois acteurs: les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique ***au travers des sondages.*** Si un tel modèle est sans doute pertinent pour un pays comme la France, on verra très vite à quel point la différence est grande avec le système politique suisse. C'est, bien sûr, dans le troisième acteur que réside la différence. Il est inconcevable, dans un système politique foncièrement participatif et délibératif, de réduire la

participation politique populaire, l'opinion publique, aux sondages. Le peuple gronderait!

Les deux premières composantes du modèle sont, en revanche, semblables. Les hommes politiques constituent bien sûr un ***acteur clé de la communication politique;*** et les journalistes interviennent également de manière très active, puisque lors de chaque votation populaire (et non seulement lors des élections), ils sont chargés d'informer, de préparer des dossiers sur les sujets soumis à votation (chaque quotidien d'une certaine importance fait un gros effort d'information en cherchant a présenter aussi complètement que possible le sujet, les différentes prises de position et les camps en présence). Les journalistes participent ensuite a l'animation de l'espace public, particulièrement effervescent lors d'enjeux importants, et cela pendant les quelques semaines qui précèdent le jour même de la votation.

C'est cet aspect quotidien et ***in vivo*** de la communication politique que nous allons analyser. Une meilleure connaissance de ce type de système politique participatif pourrait être d'une actualité plus large, puisque le ***Zeitgeist*** de notre époque est a la demande généralisée à davantage de participation. Ce sont autant les citoyens que les consommateurs qui ne se contentent plus du statut d'individus subissant passivement ce que d'autres ont décidé ou choisi pour eux. Chacun veut devenir acteur, avoir prise sur sa réalité sociale environnante et quotidienne; bref participer plutôt que d'être tenu a l'écart par des spécialistes. Nombre de pays à système politique centralisé sont d'ailleurs à la recherche de moyens institutionnels susceptibles de combler le fossé grandissant entre la classe politique et l'ensemble de la population et qui est de plus en plus ressenti comme tel par le citoyen ordinaire (des sondages montrent qu'en France, par exemple, plus de 80% des citoyens souhaiteraient pouvoir se prononcer par référendum: ainsi a-t-il été question, dans certains milieux politiques français, de l'introduction d'un „référendum d'initiative populaire", afin de consulter le peuple français sur les problèmes importants).

Nous choisirons un seul exemple pour illustrer le fonctionnement de la communication et de l'argumentation politiques en démocratie directe, celui des votations relatives a l'énergie nucléaire qui ont eu lieu le 23 septembre 1990. Le corps électoral devait notamment se prononcer sur deux initiatives populaires émanant de groupements antinucléaires qui proposaient, l'une, l'abandon pur et simple du nucléaire et la seconde, un moratoire – une pause – de dix ans avant de décider de la poursuite ou de l'abandon de l'énergie nucléaire. La première initiative a été rejetée par 52,9% des votants (certains cantons ont toutefois approuvé ce projet d'abandon du nucléaire, notamment les cantons francophones: Genève, le Jura et Neuchâtel, à l'exception du Valais et de Fribourg), tandis que le moratoire a été accepté par 54,6% des votants. La Suisse peut donc continuer à exploiter les centrales nucléaires en fonction mais ne peut en construire de nouvelles.

Le matériel choisi, des lettres de lecteurs, est fonction du but poursuivi. De nombreuses analyses de contenu ont été effectuées des discours des partis politiques ou des dirigeants de mouvements politiques, soit de la manière dont les problèmes sont posés par la classe dirigeante, les spécialistes et l'élite. Si nous retenons des lettres de lecteurs, c'est afin d'accéder a l'argumentation politique telle qu'elle se présente au niveau de la base de la population, chez le citoyen ordinaire.

D'autre part, nombre d'analyses se limitent au repérage du seul contenu et des seuls thèmes des discours politiques. Nous voulons ajouter des ***questions supplémentaires*** en termes d'analyse du discours, en termes de représentations sociales et politiques, de construction d'images (de soi et des adversaires) et de jeu de placement à l'oeuvre dans les débats contradictoires d'une communication conflictuelle.

On analysera non seulement ***ce que disent*** partisans et adversaires du nucléaire, mais ***comment ils disent*** et se disent ce qu'ils tiennent à dire et à se dire. Voici quelques questions qui guident l'analyse de ce matériel:

- Quelles stratégies et mécanismes discursifs sont mis en oeuvre suivant la finalité poursuivie et l'effet recherché?
- Que fait un locuteur avec son adversaire et son discours lorsqu'il est en conflit avec lui?
- Quelle image ou représentation sociale un locuteur cherche-t-il à donner de lui-même et de ses adversaires, et au moyen de quelles activités discursives y parvient-il?
- À quelles stratégies discursives et argumentatives a-t-on recours pour tenter de légitimer son propre discours et d'illégitimer le discours adverse?
- À quel jeu de placement et de positionnement fait-on appel afin de se placer et de se positionner aussi favorablement que possible par rapport au public témoin (un acteur essentiel de la communication politique), et de déplacer simultanément l'adversaire? Des activités discursives spécifiques sont déployées afin de mettre un adversaire dans une position embarrassante et d'en donner une image négative auprès du public témoin.
- Comment s'y prend-on pour construire simultanément une image positive de soi et négative de l'adversaire?
- Quelles stratégies discursives, quels styles discursifs et argumentatifs sont mis en oeuvre afin de faire partager ses idées, son discours et ses représentations à des publics différents, voire opposés? Comment s'y prennent les polémiqueurs en chef qui réussissent à séduire des publics très différents ?

L'objet central de notre approche est donc celui de la forme et du fonctionnement de l'argumentation politique propre à la communication conflictuelle entre partisans et adversaires de l'énergie nucléaire. Notre approche devrait également contribuer à déréifier l'argumentation, puisque cette dernière devient activité, processus de construction et de reconstruction incessant, mise en oeuvre par un sujet agissant, parlant et argumentant, développant une importante élaboration cognitive, discursive et argumentative et faisant preuve d'une capacité et maîtrise langagières poussées. On est loin de l'image d'un individu ressemblant à un imbécile culturel reproduisant mécaniquement un programme prédéterminé et préfabriqué.

Une ***analyse de contenu*** montre que les thèmes sur lesquels s'affrontent partisans et adversaires de l'énergie nucléaire (appelés dorénavant, pour simplifier, pronucléaires et antinucléaires) sont peu nombreux. Ces thèmes sont les suivants: la sécurité, le problème des déchets, la menace que représenterait une guerre pour les centrales nucléaires, les implications économiques, les implications écologiques et les solutions alternatives (énergies de remplacement).

Mais ces thèmes ne disent rien du travail argumentatif mis en oeuvre par ceux qui interviennent dans le débat en écrivant des lettres aux journaux pour défendre une position, en attaquer une autre ou faire coup double en effectuant les deux a la fois. L'argumentation politique propre a une telle communication conflictuelle est, en effet, fondamentalement interactive, dialogique. Au début d'une campagne d'information, les premiers messages arrivent aux journaux, puis de nouveaux messages viennent très vite contester les premiers, d'autres les appuyer, et ainsi de suite jusqu'au jour du vote. On peut suivre empiriquement cet ***aspect dynamique,*** processuel et constitutif de l'argumentation. Cette dernière est le résultat de ce processus d'interactions et d'interpellations réciproques entre messages opposés, produits successivement les uns contre les autres. Ces interactions sont à la fois conflictuelles et constituantes: l'argumentation politique consiste en activités discursives qui sont elles-mêmes fonction d'interactions conflictuelles constituantes.

Il n'est pas nécessaire d'analyser le déploiement de ces activités à propos de tous les thèmes susmentionnés; deux ou trois exemples suffisent pour mettre en scène les activités a l'oeuvre dans l'argumentation politique en situation de communication conflictuelle (Windisch / Amey / Grétillat 1993).

1. La sécurité

Prenons le premier thème, celui de la sécurité des centrales nucléaires. D'emblée les antinucléaires veulent faire fort en brandissant le spectre de l'accident de Tchernobyl du 26 avril 1986; ils insistent longuement sur cet accident et nombreux sont ceux qui reprennent cette argument pour montrer que la sécurité du nucléaire n'est pas garantie. Il s'agit même d'un argument-clé du débat et en argumentant a son propos, les antinucléaires savent qu'ils tiennent un argument qui ne repose pas sur des bases purement empiriques et rationnelles. Le mot même „Tchernobyl" est devenu, depuis l'accident, fortement évocateur et touche affectivement un niveau de représentation plus profond qu'un simple calcul de risque. Ce mot est exploité et lié à un sentiment d'angoisse plus général face à l'avenir. Au moyen d'un discours procédant par amalgames et associations d'idées, l'énergie nucléaire est reliée au mot Tchernobyl qui incarne un futur empoisonné: *„Tchernobyl a rompu pour longtemps la confiance dans le nucléaire."* Quant à la logique même du raisonnement, elle repose sur un principe de généralisation, sur une loi de passage qui va du factuel a l'universel, généralisation qui implique ensuite la répétitivité de l'Histoire, ce qui a eu lieu une fois est susceptible de se reproduire partout et n'importe quand. Ce raisonnement antinucléaire comporte d'autres présuppositions:

- qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre réacteurs soviétiques et réacteurs occidentaux;
- et pas non plus de différence fondamentale entre normes de sécurité a l'Est et à l'Ouest.

On joue sur le terme „fondamental" en ne disant pas qu'il n'y a aucune différence mais aucune différence fondamentale.

Au moyen d'un mécanisme cognitif appelé ***„essentialisation",*** le nucléaire devient un mal en soi, une essence, une figure du Mal.

L'inférence du particulier au général passe par l'imputation d'une causalité à Tchernobyl et qui repose sur le lieu commun (topos) suivant: *„L'homme est partout le même."* Si Tchernobyl est un acte criminel, *„alors il est aussi possible chez nous",* puisque *„l 'homme est partout le même"* (loi de passage). Ce qui est advenu une fois peut resurgir à tout moment, quelles que soient les circonstances.

Chez les pronucléaires, on insiste, au contraire, sur les ***différences*** entre les centrales occidentales et celles de l'Est, et ces différences, qui empêchent toute comparaison, bloquent les mécanismes cognitifs et discursifs de la généralisation et de l'essentialisation. Une tout autre logique de raisonnement est mise en pratique. Les pronucléaires font même une ***analyse meta-linguistique*** du discours adverse en qualifiant d'imposture cette logique de raisonnement basée sur la généralisation. Pour eux, un Tchernobyl est techniquement impossible en Occident. La cause de l'accident de Tchernobyl, c'est, ici, la mainmise de la bureaucratie d'un régime collectiviste sur un domaine qui n'est pas de son ressort.

On touche ici à la dimension constitutive du conflit discursif, puisque le discours et l'argumentation pronucléaires se construisent par la contestation, la négation et la réfutation du discours antinucléaire.

Le discours pronucléaire n'est pas monocorde. À l'intérieur d'un même camp on peut trouver plusieurs types de discours. Le discours pronucléaire oscille, par exemple, entre un discours argumenté et un discours beaucoup plus affectif, au moyen duquel on condamne et accuse les antinuléaires, on vitupère contre eux.

Une stratégie fréquemment utilisée pour s'en prendre à un discours adverse ainsi qu'à l'image de l'adversaire est le ***„démasquage";*** on porte au su du public témoin ce que l'adversaire veut cacher:

- *„Ce que vous ne dites pas... voici ce que vous cherchez à cacher aux électeurs..".*
- *„Vous cherchez à tromper. et à effrayer les électeurs",* diront encore les pronucléaires aux antinucléaires; ou alors, les premiers accuseront les seconds d'être des

„gauchistes qui veulent saboter l'économie de marché en la privant d'énergie".

- *„Pourquoi ne pas demander le démantèlement des centrales nucléaires à l'Est?".*
- *„Voyons, parce que ces centrales sont celles des petits camarades".*

Avec de tels propos, on cherche à la fois à démasquer l'adversaire et à en donner une image aussi négative que possible. Dans un tel cas, le discours devient plus affectif, on prête des intentions négatives et noires aux adversaires, on voit en eux des comploteurs et des démagogues voulant abuser les citoyens honnêtes; on décrie *„le ton alarmiste et apocalyptique"* des antinucléaires. Après avoir dénoncé l'adversaire et en avoir donné une image aussi négative que possible au public témoin (les futurs votants), on peut parfaitement utiliser un discours plus serein et plus argumenté en cherchant, par exemple, à dédramatiser le problème et à le présenter sur la base „d'éléments uniquement scientifiques". En disant cela, on sous-entend aussi que les adversaires ne se fondent pas sur de tels éléments scientifiques et qu'ils sont, par conséquent, irrationnels ou qu'ils font de la désinformation. C'est du moins ***l'image*** que l'on veut en donner. En parlant, en argumentant, on construit simultanément une image de soi et des adversaires.

Insister sur les bases scientifiques de mon propos revient implicitement à accuser mon interlocuteur d'être non-scientifique à savoir par exemple, démagogue, et cela tout particulièrement dans une situation de communication conflictuelle. L'argumentation politique étant un processus qui résulte de l'ensemble des interactions discursives conflictuelles, le discours de chacun des protagonistes va se transformer et évoluer sous l'effet même de ces interactions et de leur réception par le public des lecteurs.

Les antinucléaires peuvent eux aussi tenir plusieurs types de discours, par exemple nuancer de premières interventions, si elles ont été mises à mal par de nouveaux intervenants. Car il s'agit bien, dans un tel espace et débat publics, de chercher à convaincre le plus d'électeurs possible jusqu'au jour du vote. Comment réagir du côté des antinucléaires lorsqu'on leur reproche la diabolisation du nucléaire et l'affirmation selon laquelle il n'y a pas de différence entre les centrales nucléaires de l'Est et de l'Ouest?

Dans une telle situation de communication politique, on peut user de la concession: donner l'image de quelqu'un qui est capable de concéder quelque chose à l'adversaire, même si c'est, finalement, pour encore mieux le démolir et espérer ainsi ravir une partie du public adverse, à cause de cette concession apparente précisément.

On trouvera des concessions du genre suivant: *„Certes les centrales occidentales sont plus sûres, mais cette sûreté est toute relative car la sécurité absolue n'existe pas"; „Même si les centrales occidentales étaient sûres et fiables, le problème fondamental est celui des déchets".*

Sont à l'oeuvre ici deux stratégies, deux mécanismes logico-discursives de raisonnement: relativisation et le déplacement.

- ***La relativisation:*** *„Certes les centrales occidentales sont plus sûres, mais cela ne veut pas dire que tout accident est impossible".* Ce raisonnement est de type probabiliste: un accident est toujours possible même si la probabilité est faible. Malgré la concession, on continue à associer l'image du danger au nucléaire. On peut ajouter des propos visant, en plus, à induire un ***„faire cognitif"*** chez les lecteurs au moyen par exemple de la question rhétorique: *„Est-ce acceptable?"* (le risque même faible), doublée d'un sous-entendu (ne vaut-il pas mieux abandonner le nucléaire de toute façon?).
- ***Le déplacement:*** il représente une autre stratégie. Tout en reconnaissant, ici aussi le bien-fondé de l'argument adverse, ou en feignant de le faire, on cherche à déplacer la discussion sur un autre problème: *„ Même si le risque est faible. le vrai problème est ailleurs; c'est celui des déchets nucléaires".* En déplaçant ainsi le problème, on sous-entend que les adversaires, ici les pronucléaires, se trompent de problème et l'on cherche à induire une image de personnes qui ne savent pas voir les problèmes les plus importants. Un tel déplacement implique aussi une sorte de ***réfutation présuppositionnelle*** qui consiste (contrairement à la réfutation propositionnelle qui revient simplement à rejeter la position adverse), à ne pas entrer en matière sur les arguments adverses en réfutant les présupposés mêmes de l'adversaire ou du moins ceux qu'on lui prête.

Si une stratégie donnée sert à traiter le discours adverse, on observe à quel point elle sert aussi à induire, simultanément, une certaine image de celui qui parle (ici celui qui sait voir les vrais problèmes) et de celui contre qui on parle (celui qui ne soulève pas „le vrai problème", en l'occurrence, le danger des déchets).

2. Les déchets

Les déchets représentent le deuxième thème de la lutte verbale entre pronucléaires et antinucléaires. Ce thème des déchets constitue pour les antinucléaires une nouvelle occasion d'essentialiser le nucléaire, de tenter d'en donner une image négative dans son essence même, et cela en vertu du fait que les déchets seraient dangereux en eux-mêmes, quels que soient les conditions d'entreposage ou les types de déchets. Cette évaluation négative devient une condition suffisante pour justifier l'abandon du nucléaire. Ce qui légitime cette essentialisation négative ce n'est pas tel ou tel fait particulier, mais l'image induite par l'hypothèse d'une contamination radioactive. On remarque l'importance, dans un conflit discursif, au-delà des faits dont il est question, de la lutte parallèle autour des images que l'on cherche à induire par l'élaboration discursive et argumentative elle-même.

La lutte pour imposer une représentation sociale et politique peut être plus déterminante que ce qui est dit d'un thème donné, que la vérité / fausseté d'une proposi-

tion. D'où les limites d'une pure analyse de contenu et la nécessité d'approches multidimensionnelles à la fois en termes de contenus, d'activités discursives et argumentatives, de jeux de placement, de construction d'images et de représentations, et d'activités de légitimation / illégitimation de ces interventions discursives.

Dans la logique du raisonnement des antinucléaires à propos des déchets. on relèvera la relation d'inclusion établie entre les déchets et le nucléaire: puisque les déchets sont „ par définition" dangereux (essentialisation) et qu'ils sont inclus dans la catégorie générique du nucléaire, ils représentent un nouvel élément à l'appui de la demande d'abandon du nucléaire.

Un deuxième discours, plus nuancé, existe ici aussi. Si l'on concède que les déchets ne sont pas dangereux par essence, ces derniers le restent à cause de l'instabilité politico-militaire mondiale (c'est la bombe qui' en cas de guerre, pourrait tomber sur une centrale nucléaire ou sur un lieu où sont entreposés des déchets). L'induction généralisante peut être basée sur le lieu commun de l'Histoire répétitive: il y a toujours eu des guerres, donc il y aura de nouvelles guerres. Cette éventualité empêche de garantir l'inviolabilité d'un site de dépôt des déchets.

Les pronucléaires n'engagent guère la polémique sur la ***question de l'hypothétique*** danger que pourraient représenter les déchets. Ils stigmatisent même ce type de raisonnement avec des si..., et proposent de partir des réalités effectives et actuelles.

Les pronucléaires préfèrent travailler à l'élaboration de l'image des antinucléaires qu'ils voudraient faire partager au public témoin. Ils cherchent à montrer que les antinucléaires sont a la fois „incohérents" et „égoïstes", car si l'on veut arrêter le nucléaire, il faudrait proposer de le stopper tout de suite et non au courant du XXIe siècle, pour ne pas en subir soi-même les conséquences.

Si les pronucléaires parlent tout de même des déchets, c'est pour dire qu'il s'agit d'un problème davantage psychologique que technique. Techniquement, on trouvera toujours des solutions (la vision du monde des pronucléaires est, en effet, optimiste et perçoit la science en termes positifs et de progrès continus, tandis que les antinucléaires entretiennent une vision catastrophiste), mais la population a certaines craintes et les antinucléaires sont coupables d'entretenir cette crainte et de jouer abusivement sur cette dernière.

Dans une communication conflictuelle, chaque propos est aussitôt repris pour être transformé et retourné contre celui qui l'a émis. A propos des déchets, les antinucléaires sont, une nouvelle fois, présentés comme „incohérents" et „égoïstes" parce qu'ils profitent de l'énergie nucléaire sans vouloir assumer le stockage des déchets.

Les pronucléaires font, eux aussi, appel à la relativisation en soulignant que les déchets polluent moins que d'autres combustibles.

En ce qui concerne le retraitement des déchets, les antinucléaires brandissent une nouvelle fois la figure du Mal; il est question de *„cargaisons empoisonnées"*, de *„trafic clandestin"*, *„d'abandon dans les mers"*, de *„vaisseaux fantômes"*, dont on cherche à se *„débarrasser"*. On veut ainsi démasquer l'adversaire, montrer ce dont il ne veut pas parler, et *„rétablir la vérité"*. Les pronucléaires n'entrent pas en matière et procèdent, eux, à un déplacement en abordant un problème considéré comme plus fondamental, celui de la radioactivité. Sur ce thème, très fortement connoté aussi, ils cherchent à amener les lecteurs à distinguer entre la crainte rattachée à la radioactivité et la réalité qui montrerait clairement que la radioactivité supplémentaire due à l'énergie nucléaire est marginale et sans effet sur la santé. Ils cherchent même a ridiculiser (créer une image de l'adversaire qui donne à rire de lui) les antinucléaires qui s'évertuent à trouver une radioactivité qui n'existe pas.

3. Les arguments écologiques

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les pronucléaires abordent volontiers ce thème et cela en se sentant parfaitement à l'aise. Ils accusent même les antinucléaires de ne pas s'occuper sérieusement d'écologie, pour se fixer sur le seul combat contre l'énergie nucléaire (démasquage). Ils cherchent à montrer que l'acceptation des initiatives antinucléaires entraînerait même une augmentation de la pollution puisque l'énergie nucléaire devrait être remplacée par des énergies plus polluantes. On vise le discrédit de l'adversaire sous un autre aspect encore.

L'effet de serre est souvent évoqué en lien avec le débat sur le nucléaire. Pour les pronucléaires, l'énergie nucléaire est le substitut idéal pour lutter contre l'effet de serre, tandis que les antinucléaires nient violemment, en traitant leurs adversaires de démagogues, que l'énergie nucléaire diminue l'effet de serre. Si dans une version plus nuancée de leur discours, ils reconnaissent que l'énergie nucléaire ne provoque pas l'effet de serre (concession), ils s'empressent de déplacer le problème en signalant que, de toute manière, mieux vaut des énergies renouvelables et propres.

À plusieurs reprises, les pronucléaires travaillent à montrer que leur propre discours est basé sur une véritable information, une connaissance de la réalité, un savoir spécialisé, objectif et légitimé par d'éminents scientifiques dont des Prix Nobel (implicitement, cela sous-entend aussi que leurs adversaires incarnent le contraire).

Les économies d'énergie constituent un argument omniprésent chez les antinucléaires. Les pronucléaires concèdent qu'il s'agit d'un problème fondamental mais ils ajoutent aussitôt que, malgré les nombreux appels dans ce sens, la consommation d'électricité continue d'augmenter. On approuve l'argument adverse tout en montrant qu'il est non pertinent et relève de l'utopie („utopiste" est précisément une autre facette de l'image que les pronucléaires cherchent a donner des antinucléaires).

4. Les arguments économiques

Pour les pronucleaires, l'énergie nucléaire est indispensable pour assurer les mécanismes de la croissance et l'économie de marché; ainsi, renoncer à 40% de l'énergie (part du nucléaire en Suisse) reviendrait à mettre gravement en cause le niveau de vie de la population et son bien-etre (*„Je refuse de m'arrêter"*, dit un auteur de lettre pronucléaire).

Du côté antinucléaire, on parle davantage de la nécessité de changer de type de société, de promouvoir une autre économie, des formes d'énergie décentralisées, ainsi qu' une société moins matérialiste, propos qui sont vite repris, transformés et qualifies d'utopistes. d'irréalistes, de masochistes et d'ascétiques. Les pronucléaires opposent alors à „l'ascèse brutale" un bien-être pondéré dans la ligne de la sagesse traditionnelle et ancestrale (image contre image).

Les antinucléaires s'empressent de nier que l'abandon du nucléaire ruinerait l'économie. Ils prennent appui sur un rapport d'experts mandaté par le Gouvernement lui-même pour légitimer leur thèse. Toutefois, ce rapport a été contesté et n'est pas devenu la référence officielle, cela d'autant plus que certains experts du groupe ont, eux-mêmes, pris leur distance envers ce rapport. En matière de stratégie de légitimation, il vaut mieux, en effet, prendre appui sur des sources non trop facilement contestables.

La structure du précédent raisonnement antinucléaire peut être davantage explicitée: un groupe d'experts dit p (X dit p); les experts sont des gens compétents (X est compétent); donc, p est vrai. On retrouve la généralisation: à partir d'un rapport d'experts (sans tenir compte du fait qu'il était largement contesté) on déduit que son contenu contient la vérité. D'autre part, alors que l'on a critiqué auparavant le savoir „prétendument" spécialisé ainsi que la science et le progrès scientifique, on prend maintenant appui sur la science. Cette „légèreté", „incohérence", etc., n'a pas échappé aux pronucléaires dans leur travail de définition de l'image des antinucléaires. Dans la communication conflictuelle, on risque à tout moment de faciliter la tache à l'adversaire.

Plus on entre dans ce conflit discursif, plus on remarque que le style argumentatif général des deux protagonistes est différent. Au discours plus matérialiste et économique des pronucléaires, s'oppose un discours antinucléaire plus volontariste, idéaliste, et teinté d'une subjectivité qui s'engage. Chacun des termes utilisés par l'un des protagonistes est immédiatement repris par l'adversaire pour être contesté: l'engagement idéaliste des antinucléaires, par exemple, sera qualifié d'hypocrisie par les pronucléaires parce que les antinucléaires profitent de l'énergie nucléaire tout en la critiquant.

5. Les arguments des solutions alternatives

Pour les antinucléaires, le renoncement à l'énergie nucléaire serait possible si l'on prenait de réelles mesures d'économie d'énergie et si l'on encourageait davantage la recherche sur les énergies alternatives; si cela n'est pas fait, c'est la faute aux autorités politiques et aux producteurs d'énergie électrique. Les pronucléaires concèdent qu'il serait souhaitable de limiter la consommation d'énergie, mais, réalisme oblige, cette consommation augmente toujours alors que l'on parle depuis bien longtemps d'économiser l'énergie. Cette économie devient donc une autre utopie. Au passage, on va démasquer les antinucléaires et montrer leurs contradictions, et parfaire l'image négative que l'on veut en donner. La contradiction se situe entre le dire et le faire. La structure formelle de ce raisonnement est la suivante:

- les antinucléaires (X) affirment: *„Il faut faire des économies" (Y)*
- or, X ne fait pas Y
- donc les antinucléaires (X) s'autoréfutent.

Les antinucléaires ont, au contraire, une confiance sans limite dans les énergies renouvelables et ils l'affirment au moyen d'une forme de raisonnement hypothétique déjà rencontrée: Si l'on investissait davantage... les énergies renouvelables deviendraient rentables.

Les pronucléaires attirent l'attention des futurs votants sur ce qu'ils estiment être une autre incohérence des antinucléaires. Ces derniers s'étant opposés à certaines réalisations prévoyant d'exploiter davantage l'énergie hydraulique, les pronucléaires interrogent au moyen d'une question rhétorique (le faire cognitif): quelle est donc la motivation profonde de ceux qui prônent des énergies alternatives et refusent également l'énergie hydraulique? Sous-entendu: quelle confiance faire à quelqu'un d'aussi incohérent et qui agit certainement au nom d'une raison inavouée?

Pour terminer, la brève analyse de la dynamique argumentative à laquelle a donné lieu cette communication conflictuelle entre partisans et adversaires de l'énergie nucléaire, permet de souligner plusieurs points au sujet de l'argumentation politique lorsqu'elle est approchée dans ses manifestations quotidiennes ordinaires et en acte.

Dans un tel débat politique, on ne se contente pas: a) d'avancer les arguments que l'on pense être les plus crédibles, b) et de contrecarrer les arguments adverses.

Une importante activité complémentaire est déployée, simultanément à la construction du discours, afin de parvenir, au moyen de ce même discours, à agir sur le niveau des images et des représentations sociales et politiques qui sont en jeu lors de tels débats. Par de ***multiples moyens cognitifs et discursifs,*** on cherche à induire chez le public témoin de ces joutes une image favorable de soi et défavorable des adversaires, en s'aidant par ailleurs de ***diverses techniques discursives de légitimation et d'illégitimation.*** La disqualification de l'adversaire est parfois telle que l'on se trouve en présence d'une véritable transgression des règles habituelles de la communication: au lieu de chercher à comprendre l'interlocuteur dans ce qu'il veut réellement dire, et à se mettre à sa place pour y parvenir, on cherche, par tous les moyens possibles, à réfuter et a manipuler le discours adverse ainsi qu'à contester sa place à l'adversaire, en le déplaçant, en le mettant dans une position embarrassante.

En disqualifiant à la fois les idées, le discours et l'image de l'adversaire on espère, simultanément, induire, par opposition, une image favorable de soi-même.

Une question peut se poser à l'issue de cette brève présentation: ces véritables guerres verbales sont-elles compatibles avec l'image d'une démocratie directe?

Il s'agit de l'un des aspects qui vont de pair avec la pratique de la démocratie directe et qui peut se justifier à partir du moment où ***la guerre verbale*** évite la guerre par les armes et où le ***K.-O. verbal*** reste symbolique et remplace la mort physique.

D'autre part, cette communication conflictuelle, faite d'argumentations politiques contradictoires qui rythment périodiquement la vie de la démocratie directe, permet au citoyen de s'informer et de se documenter lors de ces discussions publiques, l'oblige même à se constituer son propre argumentaire s'il veut intervenir de manière pertinente et efficace dans cet espace public participatif et délibératif qui précède les votations elles-mêmes.

Ces discussions publiques, même lorsqu'il y a outrances verbales, contribuent à maintenir les citoyens en activité. On pourrait objecter à cela que ce système n'empêche pas des taux d'abstention élevés. Cela est vrai mais il s'agit de resituer cet abstentionnisme dans son contexte. Ainsi, prenons l'exemple d'une ville comptant un corps électoral de 100'000 électeurs et qui doit se prononcer par référendum pour déterminer, par exemple, si d'anciens bains publics doivent être rénovés ou détruits et reconstruits à neuf. Même si le taux de participation n'est que de 30%, en réalité ce seront 30'000 personnes qui auront pris la peine de s'intéresser à un problème qui n'est, malgré son importance, tout de même pas vital! Dans ce contexte, cette participation parait même énorme. Ajoutons encore que ce problème aura donné l'occasion à un grand nombre de citoyens de débattre de l'aménagement de leur ville, d'écologie, de la vie des vieux quartiers et, tout simplement, de s'intéresser de plus près à leur cadre de vie.

Plus généralement, il apparaît déjà que cette très brève présentation du fonctionnement concret de l'argumentation politique dans ses manifestations les plus quotidiennes peut compléter de manière fructueuse les approches plus théoriques, abstraites et formalisantes de l'argumentation. Les interactions conflictuelles entre partisans et adversaires du nucléaire ainsi que le travail cognitif et argumentatif mis en oeuvre pour se concilier les faveurs du public témoin, indiquent à quel point un schéma d'analyse purement théorique de l'argumentation comme celui du rapport entre un orateur et un auditoire postulé universel, peut manquer des dimensions essentielles du fonctionnement concret et quotidien de l'argumentation politique effective.

La question de l'argumentation politique touche par ailleurs à des enjeux sociétaux fondamentaux. Est en jeu la question du modèle de société préconisé, soit de la place de la délibération et du débat dans l'espace public. Le choix d'un exemple empirique et réel d'argumentation politique dans un système politique comme celui d'une démocratie directe à base référendaire, peut indiquer ce qu'implique concrètement la revendication contemporaine très générale d'un espace public davantage participatif et délibératif.

L'étude de l'argumentation politique touche ensuite à des dimensions éthiques et politiques: à la force de l'évidence (évidence des dogmes religieux, politiques, idéologiques, philosophiques ou autres), elle oppose la délibération publique, la confrontation des arguments et des visions du monde, les choix argumentés.

L'argumentation politique présuppose des ***citoyens actifs*** et se veut à leur service. D'où l'accent mis sur la spécificité de la raison pratique par rapport à la raison théorique, sur la nature dialogique, interactive, représentationnelle et polyphonique du langage et de l'argumentation politiques ordinaires, soit aussi sur un sens commun à la fois déréifié et désidéalisé.

Une étude empirique de l'argumentation politique peut aussi montrer, paradoxalement, que l'argumentation n'est pas tout et que tout n'est pas argumentation, malgré son rôle déterminant et constitutif dans la vie et la survie d'un espace public de type délibératif et participatif. En effet, au-delà du choc des arguments, des images et des représentations sociales et politiques, il s'avère que derrière les arguments avancés, débattus et contestés, on trouve, en arrière-fond, des visions du monde plus fondamentales et qui semblent jouer un rôle essentiel dans la détermination d'un vote. Derrière les arguments des pronucléaires et des antinucléaires nous avons repéré la référence constante à une réalité plus fondamentale, à une vision du monde (vision plutôt matérialiste, économique et pragmatique du côté pronucléaire et vision davantage idéaliste, utopique et „post-matérialiste" chez les antinucléaires).

Ces ***visions du monde,*** sans toujours être explicitement formulées par les acteurs qui les partagent, semblent bien constituer une sorte de référence ultime, notamment lorsqu'un rhéteur ordinaire se trouve à court d'argument dans une joute verbale. Mais l'argumentation contradictoire proprement dite, tout en étant fonction de ces visions du monde, contribue à la construction de ces dernières et à leur explicitation; et sans doute est-ce aussi en de telles occasions que les acteurs en prennent eux-mêmes plus pleinement conscience.

La relativisation du tout argumentatif constitue, subsidiairement, une critique fondamentale des théoriciens de l'argumentation qui prétendent que c'est le „meilleur argument" qui doit avoir le dernier mot dans un „authentique" espace public délibératif (Habermas 1981) en est le prototype), espace qu'ils appellent de leurs voeux sans toujours se rendre compte de ce qu'est réellement un espace public délibératif effectif.

Tout en ayant essayé de montrer l'importance, les enjeux et l'actualité d'une étude plus systématique de l'argumentation politique, il nous semble que l'on passerait à côté des réalités sociales et politiques en acte en cédant au tout argumentatif.

6. Références bibliographiques

Bally, Ch.: Le langage et la vie. Geneve. Droz, 1965 (1925).

Bally, Ch.: Traité stylistique française. Berne. Francke, 2 vol., 1965 (1944).

Berger, P., Luckmann, T.: La construction sociale de la réalité. Paris, Meridiens Klincksieck, 1986.

Billig, M.: Arguing and Thinking: a Rhetorical Approach to Social Psychology. Cambridge, Cambridge University Press 1987.

Billig, M. et al.: Ideological Dilemmas. London, Sage, 1988.

Boldon, R.: L'Art de se persuader. Paris, Fayard, 1990.

Certeau (de) M., Giard, L.: L'ordinaire de la communication. Paris, Dalloz, 1983.

Cicourel, A.V.: La sociologie cognitive. Paris, P.U.F., 1979 (1973).

CRLS, Centre de recherches linguistiques et semiologiques de Lyon: Le discours polémique. Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1980.

Dayan, D.: Les myst coté de la reception. Le Débat, n° 71, p. 146-162.

Dayan, D., Katz, E.: Media Events. Cambridge, Harvard University Press, 1992.

Delley, J. D.: L'inititative populaire en Suisse. Lausanne, L'Age d'Homme, 1978.

Dieckmann, W.: Sprache in der Politik: Einführung in die Pragmatik und Semantik der politiscken Sprache. Heidelberg, C. Winter, 1975.

Dijk, T.A. Van (ed.): Handbook of Discourse Analysis, 4 vol.. London, Acedemic Press, 1985.

Dijk, T.A. Van, Kintsch, W.: Strategies of Discourse Comprehension. New York, Academic Press, 1983.

Eco, U.: Les limites de l'interprétation. Paris, Grasset, 1992.

Edelman, Murray: Constructing the Political Spectacle. Chicago, Chicago University Press, 1988.

Elster, J.: Ulysses and the Sirens. Studies in Rationality and Irrationality. Cambridge, Cambridge Universiy Press, 1979.

Farr, R.M., Moscovici, S. (Eds): Social representations. Cambridge, Cambridge University Press, 1943.

Faye, Jean-Pierre: Langages tetalitaires. Paris, Hermann, 1972.

Habermas, Jürgen: Tkrorie des kommunikativen Handelns. (2 vol.). Frankfurt, Suhrkamp, 1981.

Halliday, M.A.K.: Language as Social Semiotic. London, Arnold, 1978.

Jacobi, D.: Textes et images de la vulgarisation scientifique. Berne, Peter Lang, 1987.

Jodelet, D. (éd.): Les représentations sociales. Paris, P.U.F., 1993 (3e éd.).

Johnson-Laird, P.N.: Mental Models. Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

Labov, W.: Le parler ordinaire. Paris, Minuit, 1978.

Levy-Strauss, Cl.: La pensée sauvage. Paris, Plon, 1962.

Lorenzen, P.: Konstruktive Logik, Ethik und Wissenschaftstheorie. B.I. Hochschultaschenbücher, 1972.

Maingueneau, D.: Semantique de la polémique. Lausanne, L'Age d'Homme, 1983.

Meyer, M.: De la prob1ématologie. Bruxelles, Mardaga, 1986 (a).

Meyer, M.: De la métaphysique à la rhétorique. Essais à la mémoire de Chaïm Perelman. Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1986 (b).

Minsky, M.: La société le l'esprit. Paris, Interéditions, 1988.

Moscovici, S.: Psychologie des minorités actives. Paris, P.U.F., 1979.

Oléron, P.: L'argumentation. Paris, P.U.F., 1983.

Perelman, Ch., Obrechts-Tyteca, L.: Rhétorique et philosophie. Pour une théorie de l'argumentation en philosophie. Paris, P.U.F., 1952.

Perelman, Ch., Obrechts-Tyteca, L.: Traité de l'argumentation. La Nouvelle Rhétorique (2 vol.). Paris, P.U.F., 1958.

Plantin, Ch.: Essais sur l'argumentation. Paris, Ed. Kime, 1990.

Windisch U., Amey P., Grétillat, F.: Les thèmes et les formes de l'argumentation ordinaire chez les partisans et les adversaires de l'énergie nucléaire., Université de Genève , septembre 1993, 97 pages (a paraitre).

Cet article a été publié déjà dans HERMÈS 16, 1995.

Uli Windisch est professeur à l'Université de Genève, Département de sociologie